

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Union européenne : 1,3 milliard pour des projets au Gabon et à Sao Tomé

Jean MADOUA  
Libreville/Gabon

LA Délégation de l'Union européenne (UE) pour le Gabon et Sao Tomé & Príncipe a dévoilé en décembre, un appel à projets à l'endroit de la société civile (OSC). L'enveloppe financière totale allouée à cet appel à propositions de projets est de 2 000 000 euros, soit 1 311 914 000 FCFA. Cette enveloppe se divise en quatre lots. Les lots 1 et 2 pour la société civile gabonaise pour les montants de 700 000 euros, soit 459 169 900 de nos francs chacun. Et les lots 3 et 4 pour la société civile Sao-Tomé-et Príncipe pour les montants de 300 000 euros, soit 196 787 100 de nos francs.

Cet appel à projets a pour objectif de renforcer la capacité des organisations de la société civile du Gabon et de Sao Tomé, en tant qu'acteurs indépendants de la bonne gouvernance et de développement, de contribuer au processus de développement et aussi des politiques publiques au bénéfice de toute la population, surtout des couches les plus vulnérables. Et plus spécifiquement, l'action vise à accroître les capacités des OSC comme acteurs reconnus dans la promotion de la bonne gouvernance. Les actions qui concourent aux lots 1 et 3 et qui seront financées sont, entre autres, les activités de renforcement des capacités des ONG, des organisations communautaires de base et des réseaux dans leurs actions pour la bonne gouvernance et le développement économique. Les activités qui améliorent les capacités d'analyse, de plaidoyer, d'information sur les enjeux et les opportunités d'une transition pour une économie verte. Les actions qui intègrent le développement économique local avec l'exploitation rationnelle des ressources naturelles, etc. Quant aux lots 2 et 4, l'argent de Délégation de l'UE servira à financer des actions de développe-



Photo : Jean Madouma / Union

**Le secteur agricole, l'une des priorités pour l'appel à propositions.**

ment économique en faveur des jeunes et des femmes, le soutien à l'entrepreneuriat féminin en milieu rural et avec une attention particulière pour des personnes handicapées. Il y a aussi la formation et l'organisation des femmes au leadership. Les activités en faveur du droit des femmes en matière de lutte contre les violences basées sur le genre. Enfin, cette manne va appuyer les

activités de créations culturelles portées par les jeunes à travers le numérique. Les activités de soutien économique pour les agriculteurs, pour les infrastructures rurales et les centres de santé. Sans omettre les actions qui valorisent le potentiel agricole pour faire face à l'insuffisance alimentaire, à l'exode rural et pour remédier aux possibles déficits d'importation.

## Forêt communautaire de Nfoulezem : " Mekok Me Bone " fait son bilan

ENA  
Libreville/Gabon

COÏNCÉE entre les parcs nationaux de Pongara et de Wonga-Wongué (département de Komo-Océan), la Forêt communautaire (FC) de Nfoulezem gérée par l'association Mekok Me Bone s'inscrit dans la dynamique de développement telle que voulue par les plus hautes autorités de la République qui ont institué ce concept. Les travaux de sa dernière assemblée générale témoignent de la volonté de ses membres de répondre aux critères définis dans le cahier des charges des FC afin d'apporter de la croissance au bénéfice des populations de la zone concernée de la forêt.

Durant les quatre ans de gestion qu'a duré le mandat de l'équipe sortante, en dépit des difficultés liées au démarrage des activités (définition de la cartographie, nécessité d'une étude approfondie de la forêt, confrontation du concept de forêt communautaire avec les réalités des communautés villageoises, etc) et de l'agitation d'un groupuscule de personnes non membres, des acquis

socio-économiques palpables font la fierté de l'équipe sortante. En effet, des pirogues, ballots de filets de pêche, moteurs hors-bords, près d'une dizaine de maisons, tronçonneuses, etc. ont été mis au bénéfice des populations. La présidente de l'association Mekok Me Bone, Marie-Agathe Avome Siccardi, en ouvrant les travaux en présence des représentants de l'administration des Eaux et Forêts, du Comité des sages et des ressortissants des villages impactés, en l'occurrence Nfoulezem, Makok, Konga et Ndolozomangan, devait louer la vision du chef de l'État pour avoir mis en place les forêts communautaires destinées à booster le développement des territoires ruraux.

Et Mekok Me Bone vise à mettre à la disposition des habitants les fruits issus de la gestion de la forêt communautaire. Et cela n'a été rendu possible qu'après " le Plan simple de gestion " élaboré et validé par l'administration. Aujourd'hui, avec la nouvelle équipe entérinée par l'assemblée générale, la dynamique va s'intensifier pour souscrire aux préoccupations sociales et économiques des populations.

### COMMUNIQUE DE PRESSE

Face aux nombreux titres administratifs, Passeports ou cartes de séjour non retirés à ce jour, la Direction Générale de la Documentation et de l'Immigration invite les usagers à consulter les listes publiées sur son site [www.dgdi.ga](http://www.dgdi.ga) et à se rapprocher de ses services à Libreville ou dans les Antennes Provinciales.

Les titres non réclamés seront détruits dans un délai de trois (03) mois à partir de la publication de ce présent avis.

Fait à Libreville, le 11/01/2023

La Direction Générale